

Limagrain, graine de champion *Article de Valeurs Actuelles*

À la pointe de la recherche sur les OGM.

Marie de Greef-Madelin, le 09-05-2008

La polémique sur les OGM oblige le numéro un européen des semences à envoyer ses experts aux États-Unis pour poursuivre leurs travaux. La "success story" continue. Mais loin de l'Auvergne et hors de France.

Au loin, la chaîne des volcans endormis d'Auvergne. À ses pieds, la plaine de Limagne. Des milliers d'hectares de blé, maïs, colza et tournesol. Une terre noire, riche, qui colle aux bottes. Dans ce paysage agricole, un panneau : "Limagrain, de la terre à la vie". C'est là, à une quinzaine de kilomètres de Clermont-Ferrand, qu'est née il y a plus de quarante ans la coopérative devenue aujourd'hui le numéro un européen des semences.

Avec 6 000 salariés, dont la moitié hors de France, Limagrain crée et commercialise des semences destinées aux agriculteurs, aux maraîchers et même aux particuliers amateurs de potagers. Présente dans trente-six pays, elle réalise un chiffre d'affaires de plus de un milliard d'euros.

Détenue par quelque 600 agriculteurs locaux, la coopérative s'est développée sans bruit. Aujourd'hui encore, elle n'a rien de la "world company". Son siège, situé dans le petit village de Chappes, est installé dans un préfabriqué. Son président, Pierre Pagesse, a les joues rouges et l'accent du terroir. Ancien responsable syndical, adhérent à la coopérative depuis 1978, il est président de Limagrain depuis 1992, poste auquel il est réélu chaque année depuis cette date. Issue d'une famille modeste où on est agriculteur de père en fils, c'est d'abord un homme de la terre. Lorsqu'on lui demande pourquoi il est si discret et son groupe si peu médiatisé, cet Auvergnat répond ce que sa grand-mère lui disait quand il était petit : Mieux vaut avoir une bonne renommée plutôt que de porter une ceinture dorée.

« Notre métier est un travail de sélection des gènes en vue d'améliorer la productivité des plantes », explique Pierre Pagesse. Il ajoute avec fierté : « L'agriculture est le seul secteur qui a gagné 7% de productivité par an depuis cinquante ans. Aujourd'hui, cela fait rêver. »

L'histoire de Limagrain remonte à 1965. De jeunes agriculteurs, rassemblés dans la coopérative alors baptisée "de production et de vente de semences sélectionnées du Massif central", partent en voyage aux États-Unis. Ils veulent comprendre pourquoi le maïs s'est développé outre-Atlantique alors qu'il est encore faiblement cultivé en France. À leur retour, ils nouent un partenariat avec l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) et mettent au point un projet de développement d'une nouvelle variété de maïs : le LG 11. C'est le point de départ de la saga Limagrain. Le succès du LG 11 fut tel que cette variété représentera jusqu'à 40 % du maïs cultivé au nord de la Loire puis dans toute l'Europe.

Le trésor financier accumulé sur ce maïs permet à la coopérative de se développer rapidement. Elle met au point de nouvelles variétés de grandes cultures (blé, maïs, tournesol, colza) puis de semences potagères (tomates, melons, haricots...). En 1975, elle rachète les semences Vilmorin. La société potagère, créée en 1743, est alors en faillite, sa propriétaire, madame de Vilmorin, ayant dépensé plus d'argent qu'elle n'en avait. Vilmorin est aujourd'hui coté en Bourse (20% du capital aux mains du public) et son cours a été multiplié par cinq au cours des cinq dernières années.

En 1990, Limagrain rachète au pétrolier Shell le britannique Nickerson, spécialiste des productions de céréales à paille. En 1995, c'est l'acquisition des pains Jacquet, eux aussi en quasi-faillite. Aujourd'hui, le deuxième boulanger industriel français affiche des comptes à l'équilibre. Dernière opération d'envergure en 2005, le rachat des activités européennes du semencier néerlandais Advanta, l'un des leaders du marché.

En plus des acquisitions, la coopérative donne également priorité à la recherche. En 1965, elle y consacre déjà 10 % de son chiffre d'affaires, qui est alors de 6 millions de francs. Aujourd'hui, le budget recherche atteint 150 millions d'euros, soit 13% du chiffre d'affaires. C'est trois fois plus que la part habituellement constatée dans l'industrie, et presque autant que dans le secteur pharmaceutique. Plus d'un millier de chercheurs travaillent pour Limagrain dans environ 70 centres de recherche répartis à travers le monde.

« La découverte de la transgénèse sur le premier tabac génétiquement modifié (OGM) a donné un formidable élan à la recherche en 1983 », se souvient Pierre Pagesse.

Dans les années 1990, ce fut l'essor de la recherche sur les OGM en France. Limagrain mène alors plusieurs centaines d'essais en plein champ en Auvergne. « C'était avant la destruction sauvage programmée par José Bové et ses amis. En 2006, la moitié de nos essais ont été sauvagement fauchés », poursuit-il. L'an

dernier, Limagrain n'a mené aucun essai en champs, ni dans le Puy-de-Dôme, ni ailleurs en France. La coopérative a jeté l'éponge. Elle concentre désormais toute sa recherche aux États-Unis. C'est plus sûr. « *Limagrain, Monsanto, même combat* », s'est pourtant insurgé José Bové l'an dernier. Pierre PAGESSE répond que l'ancien porte-parole de la Confédération paysanne a fait le jeu de Monsanto. En détruisant les essais de Limagrain, les partisans de José Bové ont renforcé les atouts de l'américain, pour qui la France représente une part infime de sa recherche. Ainsi, pendant que la recherche de Limagrain en France est piétinée, le numéro un mondial multiplie ses essais et construit son monopole à travers le monde. Monsanto est aujourd'hui à la tête de centaines de brevets, dont il vend les licences à des prix de plus en plus élevés. Limagrain est d'ailleurs l'un des plus gros clients de Monsanto aux États-Unis.

« *Que les choses soient claires ! Soit les OGM sont nocifs et il faut les interdire d'importation, soit ils ne le sont pas et je ne vois pas pourquoi l'agriculteur que je suis serait privé de cette technique et la coopérative que je dirige privée de développement* », poursuit Pierre PAGESSE. L'incompréhension domine. Comment la France peut-elle interdire la culture d'OGM sur son sol et l'Europe multiplier les homologations de variétés OGM importées ? Bruxelles, qui serait bien incapable de résister à des mesures de rétorsion en cas de menace d'embargo sur les importations américaines, vient par exemple d'autoriser l'importation de soja RR2, une variété résistante au célèbre désherbant Round Up, mis au point par Monsanto.

Une plante bio est une plante qu'on ne soigne pas

Pour les ingénieurs de Limagrain, le débat sur les OGM en France n'a plus rien de scientifique. C'est devenu un débat idéologique et politique. D'ailleurs, Limagrain n'a pas été invité à participer au Grenelle de l'environnement. Le gouvernement a privilégié la représentativité des ONG (dix-huit en tout), au détriment des industriels. Il n'a pas su résister à la grève de la faim de José Bové début janvier et a imposé de suspendre la culture du maïs transgénique Mon 810, le seul OGM autorisé jusqu'à l'an dernier à la culture. Pourtant, cette variété a tout pour plaire aux yeux des scientifiques : une résistance à l'un des pires ennemis du maïs, la pyrale, une faible consommation d'eau et un rendement de 10 % supérieur aux autres variétés traditionnelles.

À l'heure où les émeutes de la faim se multiplient, la colère de Pierre PAGESSE se mêle à la tristesse. « *Aujourd'hui, 800 millions de personnes ne mangent pas à leur faim dans le monde* », rappelle-t-il. De même qu'il a vacciné ses propres enfants contre la tuberculose par précaution, il estime que les OGM, qui permettent d'élargir la défense immunitaire des plantes, sont la première arme contre la faim. Et de rappeler que les agriculteurs ont vocation à nourrir les hommes, pas à les empoisonner.

Les changements climatiques renforcent aussi la nécessité de développer des OGM à haut rendement, capables de résister aux variations de températures, aux inondations, à la sécheresse... Après des mois de négociations, Limagrain vient de nouer un partenariat avec le semencier chinois Yuan Longping, numéro un mondial du riz hybride, scellé par une prise de participation de 10 % au capital. « *La Chine représente 20 % de la population mondiale et 7% des terres émergées, il était inconcevable d'être semencier sans avoir un pied en Chine.* »

Les Chinois ont bien compris que les semences sont éminemment stratégiques. On ne plaisante pas avec le génome humain, pas plus avec celui des plantes. Il n'est pas question de laisser un monopole, qui plus est américain, se constituer, et que Monsanto fasse, comme Microsoft, le vide autour de lui. La coopérative française donne désormais priorité à l'Asie car, au-delà de la croissance exponentielle de la consommation, les semenciers, là-bas, ne sont pas encore organisés.

À l'opposé des OGM, le bio n'est pas un axe de développement de Limagrain. Au contraire. L'équipe de recherche explique qu'une plante bio est une plante qu'on ne soigne pas. Elle est donc moins saine et son rendement est en moyenne inférieur d'un tiers à celui d'une plante conventionnelle. « *Si la France prend la direction du bio, elle entretiendra la pénurie alimentaire mondiale* », juge Pierre PAGESSE. Autant le monde peut se passer de biocarburants, autant il ne peut se passer de nourriture. Dans les campagnes, on raconte l'histoire de l'âne Martin. Son propriétaire n'avait plus de quoi le nourrir. L'âne a fini par mourir de faim. L'homme s'en est étonné : il pensait que son âne s'habituerait à se passer de nourriture.

Partenariat. Le Momagri sort de terre

Les cours mondiaux des matières agricoles flambent, les émeutes de la faim se multiplient... et chaque pays regarde son voisin en lui faisant porter le chapeau. Est-ce le fait de la hausse de la consommation de céréales en Chine, du développement des biocarburants aux États-Unis et en Europe, des spéculations des puissants fonds spéculatifs ?

Pour le président de Limagrain, Pierre PAGESSE, la situation, qu'il qualifie d'explosive, n'est pas une surprise.

L'Union européenne a participé à la crise par sa politique agricole de la fin des années 1990. Les cours mondiaux étaient alors bas et Bruxelles avait imposé la jachère et instauré des contraintes

environnementales drastiques, notamment une baisse de la consommation de produits phytosanitaires. Les rendements ont diminué pendant trois ans, au point qu'en 2007 le déficit céréalier mondial a atteint 30 millions de tonnes. L'Europe et les États-Unis sont passés rapidement de la surproduction à la sous-production. Or une baisse de 2 % de la production mondiale entraîne une hausse des prix des céréales de 100 à 300%, voire davantage si les spéculateurs s'en mêlent. Sans compter l'aléa climatique, qui joue le rôle d'allumette susceptible de faire flamber les cours.

Avec d'autres partenaires du milieu agricole (Euralis, Invivo, Crédit agricole...), le président de Limagrain a créé le Mouvement pour une organisation mondiale de l'agriculture (Momagri). Limagrain lui consacre 1 % de son budget recherche de près de 150 millions d'euros. Son combat : gommer les excès de volatilité sur les prix pour permettre de relever le défi alimentaire de la planète.

« On nous a expliqué pendant de longues années que l'Europe croulait sous les stocks pour un coût exorbitant », se lamente Pierre Pagesse. « Aujourd'hui, les prix flambent et les États ne peuvent stopper la spéculation car ils n'ont plus de stocks. » Amer, il regrette que les responsables de cette pénurie de céréales ne soient pas ceux qui sont privés de croissants le matin.

Le Momagri réclame une politique agricole mondiale, et non pas une libéralisation à tout va, afin de reconstituer un stock suffisant pour assurer la sécurité alimentaire mondiale et freiner la spéculation. Sans intervention concertée des États, la volatilité des cours mondiaux ne peut que s'aggraver.